

L'État doit 250 milliards d'euros aux collectivités depuis 2012

Bonjour,

Dans le cadre des discussions sur le budget pour 2025, **le parti de gauche révèle un immense scandale : l'État doit 250 milliards d'euros aux collectivités depuis 2012.**

En complément, voici les éléments précis :

- [fiche de synthèse avec chiffrage par département](#)
- [4 page explicatif](#)

Nous nous tenons à votre entière disposition pour échanger à ce sujet.

Bien cordialement,

Le Parti de Gauche

COMMUNIQUE DE PRESSE

10 octobre 2024

Le Parti de Gauche relève un immense scandale.

L'État doit 250 milliards d'euros aux collectivités depuis 2012.

Le chiffre est tellement énorme qu'on a du mal à y croire. **250 milliards d'euros ont bien été captés par l'État depuis 2012, soit 10% du PIB annuel.** C'est aussi 18 mois de cadeaux sans contrepartie aux entreprises (170 milliards d'euros par an).

Comme si ça n'était pas assez douloureux, le 8 octobre dernier, le gouvernement Barnier a annoncé au Comité des finances locales (CFL), sa volonté de « ponctionner » les collectivités territoriales de 9,5 milliards d'euros à l'occasion du projet de loi de finances pour 2025.

L'évaluation de ce hold-up a été faite par région et par département. Cela n'avait jamais été réalisé jusque-là. Voici l'ampleur de l'asphyxie budgétaire des collectivités territoriales orchestrée par l'État.

Énormément de nouvelles missions et compétences ont été données aux collectivités locales (notamment aux départements) sans les compensations financières correspondantes.

Cette dégradation des finances locales a des conséquences terribles sur les services publics locaux, l'aménagement du territoire et l'investissement local qui représente 70% de l'investissement public.

Les élu·es, notamment au plan local, se sentent abandonné·es. Il est temps de se saisir de cette situation et d'y faire face. Elle met en péril la République qui garantit **par la libre administration des collectivités - l'égalité des droits et territoriale, et enfin, la fraternité s'appuyant sur la solidarité nationale et la justice fiscale**. Au contraire de ce que disent Barnier et ses soutiens, il faut arrêter de ponctionner les collectivités et le peuple. Il faut rendre l'argent en le reprenant là où il est.

Rendez-nous l'argent pour nos services publics !

Contact presse : Alexandre CAILLETEAU, 06 62 75 98 58 ; Ihssane DARKRIM, 07 78 19 03 53

CONTACT

Alexandre Cailleteau — Secrétaire exécutif national

Parti de Gauche

06 62 75 98 58 · alexandre.cailleteau@lepartidegauche.fr